

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 32 – du 5 septembre au 12 septembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ - UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE SOUS (HAUTE) TENSION

Ployant sous la hausse de la demande, le réseau égyptien a connu depuis l'été 2023 et jusqu'à tout récemment des coupures de courant programmées. Cette situation est inédite depuis les délestages massifs post-révolution de 2011, qui avaient provoqué des investissements considérables pour y remédier (31 centrales construites, augmentant en seulement six ans de 30 GW la capacité installée, sur un total actuel de 59 GW). Le retour des délestages a mis en évidence la vulnérabilité de la production, le mix électrique reposant largement sur le gaz naturel, dont la production s'est effondrée depuis deux ans, pour atteindre en 2023 son niveau le plus bas depuis 2017 (5,84 Mds pieds cubes / jour). Les exportations de GNL, source de devises essentielles pour le pays, se sont effondrées de moitié en 2023, et des importations ont repris mi-2024 pour la première fois en six ans.

Pour pallier l'impact de ces importations de gaz sur les finances publiques, les autorités souhaitent renforcer le développement des énergies renouvelables, avec une cible ambitieuse de verdissement du mix à 42% d'ici 2030 (contre 11% actuellement), et l'objectif d'ajouter 28 GW de renouvelables sur les 5 à 7 prochaines années. Même si une partie seulement de ces projets devait voir le jour, d'importantes implications en matière de modernisation et de stabilité du réseau sont à anticiper pour permettre d'absorber ces énergies intermittentes. Cette électricité verte a en outre vocation à générer des devises via l'export grâce à de nouvelles interconnexions (en construction pour l'Arabie Saoudite et à l'étude avec l'Europe, pour des capacités estimées à 3 GW via la Grèce ou l'Italie).

Les pertes du réseau de distribution sont très élevées et en font le maillon faible de la chaîne de valeur. Elles remettent en cause les investissements réalisés pour la réduction des pertes techniques dans le réseau de transmission au cours de la décennie passée, notamment grâce à un appui des bailleurs (modernisation des 7 centres de contrôles régionaux initiée en 2015, dont celui d'Alexandrie, financé par l'AFD, qui constitue la dernière étape). Le Ministère de l'Électricité (MoERE) évalue le taux de perte à 22% en 2021/22, et 18% en 2022/23 avec l'objectif de le ramener à 16,8% pour 2023/24. Cet enjeu se fait de plus en plus prégnant dans l'agenda des autorités, qui ont signé des protocoles de coopération avec différentes entreprises dont EDF et Schneider Electric.

Une libéralisation du secteur et une extinction des subventions à la consommation apparaissent désormais comme des prérequis pour attirer les investissements. La distribution est gérée par neuf sociétés couvrant l'ensemble du territoire et dépendant de l'Egyptian Electricity Holding Company (EEHC) sous la tutelle du MoERE. Si la volonté de renforcer le rôle du secteur privé est affichée par les autorités, la mise en œuvre de la « loi électricité » du 7 juillet 2015 qui prévoit la création d'un marché de l'électricité concurrentiel est incomplète. Le gestionnaire du réseau de transmission, EETC, est dans la pratique toujours sous la tutelle d'EEHC, le marché reste largement régulé et les prix pratiqués sont insuffisamment attractifs pour les investisseurs. Les nouvelles mesures approuvées par le régulateur au printemps 2024 pour permettre aux producteurs d'électricité indépendants (IPP) de contractualiser directement avec des clients finaux en utilisant le réseau national sont assorties de conditions multiples et contraignantes qui en affaiblissent la portée. Enfin, l'élimination progressive des subventions est une condition *sine qua non* à l'implantation accrue des acteurs privés dans le secteur : après l'augmentation des prix passée au 1^{er} janvier 2024 pour les ménages et les entreprises (entre 16 et 26%), une nouvelle tarification entrée en vigueur en août a induit des hausses allant de 14,5% à 50% pour les ménages et environ 40% pour les grandes industries.

LE CHIFFRE À RETENIR

18 %

**PERTES SUR LE RÉSEAU DE
DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE**

Service Économique du Caire

ÉGYPTE

1. LANCEMENT D'UNE NOUVELLE LIGNE D'ASSEMBLAGE STELLANTIS

Stellantis a annoncé le 2 septembre le [lancement d'une nouvelle ligne d'assemblage en Égypte](#) pour le modèle de Jeep Grand Cherokee L, en partenariat avec l'Organisation Arabe pour l'industrialisation (AOI), sur le site de l'usine de l'Arab American Vehicles (AAV). Créée en 1977, AAV est une « joint-venture » entre l'AOI et Fiat Chrysler qui a débouché sur la création d'un site industriel pour la production annuelle de 6000 véhicules. Cette nouvelle ligne vise à renforcer la présence de Stellantis en Égypte, où l'entreprise est déjà implantée pour la production de son modèle Jeep Grand Cherokee classique, en collaboration également avec l'AOI. Stellantis vise à faire de l'Égypte sa base régionale de production et prévoit de localiser l'assemblage de 25 nouveaux modèles, dont des véhicules électriques, d'ici 2030. Pour rappel, en 2023, un accord-cadre signé avec Nissan et Al Mansour prévoit d'assembler 70 000 véhicules par an en Égypte pour un investissement de 145 M USD.

2. LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR L'EXPLORATION DE 12 CONCESSIONS GAZIÈRES ET PÉTROLIÈRES

Le Ministre du Pétrole a annoncé le [lancement d'un appel d'offres par EGAS](#), entreprise publique chargée des projets gaziers, pour douze concessions d'exploration de gaz naturel et de pétrole, dont 10 en Méditerranée et 2 dans le Delta du Nil. Cette annonce s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à relancer le secteur des hydrocarbures. La production de gaz a fortement ralenti ces deux dernières années, contraignant les autorités à relancer des importations de GNL en 2024, pour la première fois depuis 2018. Pour rappel, un plan de développement du secteur, annoncé en 2023, prévoit de forer 45 nouveaux puits d'exploration d'ici mi-2025, afin d'inscrire durablement l'Égypte comme une puissance exportatrice de GNL. Selon un [communiqué du ministère](#), TotalEnergies pourrait se positionner sur cet appel d'offres. En parallèle, l'entreprise pourrait mobiliser les infrastructures égyptiennes de liquéfaction pour valoriser les gisements récemment découverts à Chypre.

3. LANCEMENT D'UNE PLATEFORME INDUSTRIELLE NUMÉRIQUE

Le [ministère de l'Industrie et du Commerce](#) a dévoilé la première phase de sa nouvelle [plateforme industrielle numérique](#). Elle permettra aux

investisseurs d'accéder facilement aux terrains industriels disponibles via une carte interactive, de consulter les cahiers des charges et de soumettre leurs demandes de licences en ligne. En plus de simplifier les démarches administratives, la plateforme inclut des systèmes de paiement électronique et un suivi automatisé des documents. Elle vise à attirer davantage d'investissements et à améliorer l'efficacité du secteur, tout en réduisant les délais d'allocation des terrains et d'obtention des autorisations. Avec des services élargis prévus d'ici 2025, elle permet un progrès une gestion plus transparente et efficace des investissements industriels dans le pays.

4. LA BCE MAINTIEN SES TAUX DIRECTEURS POUR LE 7^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

Lors de sa réunion du 5 septembre 2024, le comité de politique monétaire de la [Banque Centrale d'Égypte \(BCE\)](#) a maintenu ses taux directeurs inchangés (taux de rémunération des dépôts à 27,25%; taux de refinancement à 28,25%). La BCE note un ralentissement de la croissance du PIB entre le T4 2023 (2,3%) et le T1 2024 (2,2%), principalement du aux perturbations de la navigation en Mer Rouge. Par ailleurs, l'inflation suit une tendance à la baisse, de 27,5% en juin à 25,7% en juillet, avant une légère remontée à 26,2% en août. Il convient de noter que l'inflation alimentaire a atteint 29,7% en juillet 2024, son niveau le plus bas depuis deux ans. Tout en soulignant les risques et pressions extérieures (offre de pétrole, tensions régionales, possibles mesures protectionnistes, etc.), la BCE anticipe une diminution significative de l'inflation au T1 2025 en raison de l'impact cumulatif du resserrement de la politique monétaire et d'un effet de base favorable.

IRAK

1. L'IRAK ACQUIERT 14 HÉLICOPTÈRES H225M CARACAL

Le Ministère de la Défense a signé le 5 septembre un contrat avec Airbus Helicopters pour l'achat de 14 hélicoptères, dont 12 appareils multi rôles H225M Caracal. Le contrat a été officiellement signé à Bagdad en présence du Ministre de la Défense irakien, Thabet al-Abbassi, et de l'Ambassadeur de France, Patrick Durel. Ces hélicoptères remplaceront les anciens appareils russes Mi-17. Ils seront déployés pour diverses missions incluant la lutte contre le terrorisme, le transport tactique de troupes, l'évacuation médicale et les opérations de recherche et de sauvetage. Les premières livraisons sont programmées dès 2025.

2. LANCEMENT DES PROJETS DE CONSTRUCTION DE 3 CENTRALES ÉLECTRIQUES

Le Premier Ministre, Mohammed Shia Al-Sudani, a inauguré la construction de trois centrales électriques à cycle combiné afin de répondre à la demande énergétique croissante du pays tout en réduisant les importations de gaz naturel. Les trois centrales à gaz sont situées à Bagdad Sud (développée par la société chinoise Dongfang Electric) pour une capacité additionnelle de 125 MW, Mansuriyah dans la province de Diyala (développée par General Electric - GE) pour une capacité de 362 MW et à Akkas dans la province d'Anbar (développée la société turque GAMA Energy) dont la production augmentera de 125 MW. Ces trois projets permettront d'augmenter de 612 MW la capacité de production d'électricité, actuellement fortement déficitaire.

3. ENTRETIEN AVEC BAKER HUGHES

Le Premier Ministre irakien Mohammed Al-Soudani a reçu le président de l'entreprise américaine de services pétroliers et gaziers Baker Hughes, à l'occasion de sa visite en Irak. Cette visite marque la volonté du groupe américain de développer ses activités dans le pays. Elle fait suite à des entretiens du Premier ministre irakien avec des chefs d'entreprises américains lors de sa visite officielle aux États-Unis en avril dernier. À ce jour, Baker Hughes est impliqué dans un projet de capture du gaz associé du champ pétrolier de Nasiriyah qui permettra le traitement de 200 M de pieds cube de gaz, actuellement torché, pour l'alimentation de centrales électriques. Le groupe américain négocie un protocole d'accord pour diversifier ses activités dans le secteur du gaz.

4. LES INVESTISSEMENTS DE LA RUSSIE DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE IRAKIEN À 19 Mds\$

Lors d'une cérémonie marquant le 80^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Russie et l'Irak, le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a annoncé que la Russie avait investi plus de 19 Mds USD dans le secteur énergétique irakien. Les entreprises russes Lukoil, Gazprom Neft et Rosneft représentent la majorité de ces investissements, renforçant ainsi la présence de la Russie dans un secteur clé pour l'économie irakienne.

IRAN

1. SITUATION CONTRASTÉE DES BANQUES IRANIENNES

En termes de ratios d'adéquation de leurs fonds propres (*Capital Adequacy Ratio* ou CAR), le paysage bancaire iranien peut être, selon une récente étude du cabinet Cyrus Omron, classé en 4 catégories.

1) CAR supérieur à 8 % : Middle East Bank (13,7%), Export Development Bank (13,2%), Maskan Bank (12,89), Mellat Bank (10,78%), Saman Bank (10,27%), Pasargad Bank (10,13%), Karafarin (8,95%), PostBank (8,60%) et Sina (8,04%);

2) CAR compris entre 0% et 8 % : Tosee Taavon (6,73%), Melli Bank (6,57%), Eghtesad Novin Bank (6,23%), Tejarat Bank (5,8%), Industry & Mine (5,79%), Refah Bank (5,56%), Tourism Bank (4,66%), Agriculture Bank (4,66%) and Saderat Bank (0,37%);

3) CAR négatif : Parsian Bank, détenue à hauteur de 33% par le constructeur automobile Iran Khodro (-3,50%), Shahre Bank (-6,23%), Melal Bank (-6,97%), Iran Zamin (-20%), Sepah Bank (-23 %) et Day Bank (-53,5%);

4) Banques en faillite devant leur survie au soutien direct de l'État : Ayandeh, Day (détenue par la Fondation des Martyrs Shahid) et Sarmayeh (appartenant à la Fondation des Enseignants). L'auteur de l'étude estime que le renflouement, par la Banque Centrale, de la seule banque Ayandeh a eu un impact significatif sur la croissance de la masse monétaire et sur le maintien de l'inflation à un niveau élevé (environ 35% en g.a. selon les statistiques officielles).

2. AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU PRIX DU PAIN À TÉHÉRAN

Les prix administrés des principales catégories de pain ont augmenté de 25 à 67% dans la capitale iranienne, le 9 septembre, amplifiant un mouvement de retour à la réalité des prix engagé dans d'autres régions du pays depuis plusieurs semaines. Cette mesure est la première d'une série de réformes annoncées par le nouveau gouvernement pour limiter les subventions - considérables - accordées à différents segments du marché (produits alimentaires de base, énergie, eau, etc.) et tenter de réduire un déficit budgétaire avoisinant les 20%. L'an dernier, indépendamment du soutien apporté aux minoteries, le gouvernement iranien a alloué aux boulangeries un soutien direct équivalant à 630 M USD. Si l'enjeu budgétaire de cette mesure demeure limité au regard des économies que permettraient l'augmentation des prix de l'essence et de

l'électricité, elle représente une valeur de test politique pour le gouvernement Pezeshkian, le pain constituant la base de l'alimentation des ménages iraniens les plus modestes.

3. DÉMISSION DU PATRON DE LA BOURSE DE TÉHÉRAN

Le Chef du Tehran Stock Exchange (TES), Majid Esghi, a remis le 7 septembre sa démission au gouvernement, après qu'une enquête de l'Inspection générale du Ministère de l'Économie eut révélé que cinq membres du Conseil d'administration du TES avaient approuvé à leur profit des prêts bancaires à taux préférentiels. Le Ministre de l'Économie, Abdolnasser Hemmati, a accepté la démission de M. Esghi en déclarant que son gouvernement avait été mis en place pour mettre fin à la prévarication et qu'aucune faveur ne serait désormais accordée à qui que ce soit.

ISRAËL

1. DE NOUVEAUX RAPPORTS DONNENT UNE IMAGE MITIGÉE DE LA TECH ISRAËLIENNE

Le rapport aux investisseurs d'IVC - Gornitzky – KPMG publié le 10 septembre montre que les fonds de capital-risque israéliens ont connu un ralentissement important au premier semestre 2024. Le rapport indique une diminution majeure des fonds levés et des activités des investisseurs, poursuivant une tendance déjà observée l'année précédente (544 M USD contre 1,6 Md USD). Il révèle également une baisse de l'activité des investisseurs institutionnels israéliens : 13 tours d'investissement totalisant 40 M USD contre 40 cycles totalisant 158 M USD en 2023.

Un rapport supplémentaire par Startup Nation Central montre que 49 % des entreprises technologiques israéliennes ont signalé des annulations d'investissements en raison de la guerre. Cependant, le rapport souligne également que depuis le début de la guerre, 7,8 Mds\$ ont été levés par ces entreprises, soit une baisse de 4 % seulement par rapport à l'année précédente.

2. LE NOUVEAU PORT D'HAIFA SE MONTRE SOLIDE APRÈS 3 ANS D'ACTIVITÉ

Selon une étude récente de l'INSS, cercle d'études stratégiques de défense nationale, le nouveau port de Haïfa constitue une réussite économique. Trois ans après sa mise en fonctionnement, malgré les craintes du constructeur et gestionnaire chinois (*Shanghai International Port Group*), le Bay Port renforce sa position vis-à-vis des ports existants. En 2023, malgré la

baisse d'activité en raison de la guerre, le Bay Port a traité 830 000 conteneurs, contre environ 700 000 conteneurs par l'ancien port de Haïfa. L'activité du Bay Port représente désormais 80% des transbordements de conteneurs des ports israéliens en 2023.

3. HAUSSE PRÉVISIONNELLE DU COÛT DE LA DETTE DANS LE BUDGET 2025

Selon une déclaration de Yogev Gradus, directeur du budget du Ministère des Finances, auprès de la commission des finances de la Knesset, le coût de la dette augmenterait de manière significative si des restrictions budgétaires n'étaient pas imposées. Le directeur du budget a par ailleurs indiqué que le déficit pour l'année 2023 était presque quatre fois supérieur aux prévisions et celui de 2024, six fois supérieur aux estimations. Dans ce contexte, M. Yogev Gradus estime à près de 7 Mds ILS (1,88 Md \$) le cout additionnel de la dette par rapport à la période d'avant la guerre.

JORDANIE

1. S & P RELÈVE LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE DE « B+ » À « BB- »

Standard & Poor's (S&P) a relevé la note de crédit de long terme de la Jordanie de « B+ » à « BB- », avec une perspective stable. L'agence de notation justifie sa décision par la résilience économique dont fait preuve le pays, malgré le contexte régional, ainsi que les réformes engagées qui ont notamment permis d'assurer sa stabilité financière. L'agence met également en avant le fort soutien des bailleurs de fonds étrangers, en particulier les États-Unis.

2. BAISSÉ DE -0,8% DE L'IPP AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production (IPP) a enregistré une baisse de -0,81 % au premier semestre (S1) 2024, en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières et des industries extractives ont diminué respectivement de -0,97 % et -3,95 % en g.a. tandis que les prix de l'électricité ont augmenté de +4,66 % au S1 2024 en g.a. Sur le mois de juillet, l'IPP a augmenté de +0,55 % en glissement mensuel. Pour rappel, l'IPP a enregistré une baisse de -4,31 % sur l'ensemble de l'année 2023 par rapport à 2022.

3. LA JORDANIE SE CLASSE 63^{ÈME} DU « GLOBAL SOFT POWER INDEX » EN 2024

Selon le Global Soft Power Index 2024, la Jordanie serait au 63^{ème} (sur 193) des pays dont l'influence à l'international est la plus importante, et au 9^{ème} rang

(sur 15) parmi les pays arabes. Avec un score de 38,5/100, contre 39,5/100 en 2023, le royaume a perdu 10 places au classement cette année. Cet indicateur, développé par le cabinet britannique Brand Finance, est calculé à partir de données issues d'un questionnaire adressé à plus de 170 000 répondants sur plus de 100 marchés. L'influence de chaque pays est évaluée autour de 8 « piliers ». La Jordanie s'est notamment classée à la 44^{ème} et 48^{ème} place respectivement pour les piliers « relations internationales » et « gouvernance ». Elle n'est en revanche classée que 83^{ème} pour le pilier « développement durable ».

LIBAN

1. LE PROJET DE BUDGET 2025 SOUMIS AU CONSEIL DE MINISTRES

Le Conseil des Ministres doit bientôt entamer l'examen du projet de loi de finances pour l'exercice 2025, soumis par le ministre des Finances. Le texte prévoit des dépenses publiques à 4,77 Mds USD, en hausse de 39% par rapport aux prévisions de 2024 (3,7 Mds USD). Les recettes escomptées totaliseraient 4,5 Mds USD (contre également 3,7 Mds USD en 2024). Le déficit public serait donc d'environ 4,2% et pourrait être éventuellement financé par des émissions de Bons du Trésor (obligations libellées en LBP). L'examen du texte a toutefois dû être reporté du fait de manifestations organisées par le syndicat des vétérans de l'armée libanaise, qui réclame une revalorisation de la grille des salaires et des traitements de la fonction publique.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. FERMETURE DU POINT DE PASSAGE ALLENBY

Suite à l'attaque et au meurtre de trois vigiles israéliens par un chauffeur de camion jordanien, le point de passage Allenby (seul point de passage international en Cisjordanie, contrôlé par les forces de sécurité israéliennes) est totalement fermé au transport de marchandises depuis le dimanche 8 septembre, et a seulement réouvert pour les personnes le 10 septembre. Cette fermeture pose problème aux travailleurs transfrontaliers palestiniens, qui n'ont aucun autre point de passage pour se rendre sur leur lieu de travail, mais a surtout des conséquences économiques pour les échanges commerciaux entre les deux pays : le volume annuel d'échange était de 432M USD en 2022 selon le bureau palestinien des statistiques (PCBS). De 400 à 600 camions de marchandises traversent

quotidiennement ce point de passage, y compris pour de l'aide humanitaire en direction de la bande de Gaza. En raison des coûts de stockage supplémentaires occasionnant de lourdes, un blocage prolongé de la frontière affecterait encore davantage l'activité économique palestinienne, dont l'industrie dépend en partie de biens d'importation jordaniens (matériaux de construction, aluminium...).

2. CONSÉQUENCES ET DOMMAGES LIÉS AU OPÉRATIONS MILITAIRES EN CISJORDANIE

L'armée israélienne a mené plusieurs opérations militaires au cours des dernières semaines à Tulkarem, Hébron et Jénine, occasionnant d'importants dommages sur des infrastructures civiles ou de commerce, et affectant durement l'économie locale. À Tulkarem, des canalisations, des centres de traitement d'eaux usées ainsi que des infrastructures électriques ont été détruites au bulldozer, rendant toute activité industrielle impossible. Lors de l'opération à Jénine, 50 établissements commerciaux et environ 20km de rues ont été totalement détruits. À Hébron, la cellule du ministère de l'Économie palestinien a estimé que le commerce de détail avait localement baissé de 40% depuis le début des opérations dans les camps aux alentours de la ville. Les prix des marchandises augmentent également à cause du blocage des camions de transport aux frontières. Les attaques israéliennes en Cisjordanie depuis octobre 2023 ont entraîné la fermeture de 29 % des entreprises, alors que l'économie subit des pertes de production quotidiennes de près de 19M USD.

3. FLAMBÉE DE L'IPC DANS LA BANDE DE GAZA

L'indice des prix à la consommation (IPC) dans la bande de Gaza a augmenté de 244% entre le 7 octobre 2023, et la fin du mois d'août 2024. Il s'est élevé à 1,55% en Cisjordanie pour la même période. En glissement annuel (août 2023-août 2024), L'IPC a augmenté de 53,17% pour l'ensemble des Territoires palestiniens et de 248,36% à Gaza. Le conflit touche sévèrement les populations civiles qui peinent à se nourrir, et l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits de première nécessité est très complexe, faisant mécaniquement augmenter les prix.

SYRIE

1. BAISSÉ DE 50% DES FRAIS DE TRANSIT POUR LES CAMIONS CIRCULANT ENTRE LE LIBAN ET L'IRAK

Le ministère syrien des Transports a annoncé publiquement une réduction à venir de 50 % des

frais de transit imposés aux véhicules réalisant du fret de marchandises entre le Liban et l'Irak. Ces frais de transit peuvent s'élever jusqu'à plusieurs milliers de dollars par véhicule.

Le transit entre le Liban et les pays du Golfe reste hors du champ de cette annonce. L'objectif affiché de cette décision est l'augmentation de la

fréquentation et du transit de véhicules de fret par la Syrie. Cette mesure fera l'objet d'une évaluation d'impact trois mois après le début de sa mise en œuvre effective.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	509	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	35,4	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr